

projet de loi dont l'application directe produirait des effets contraires à ceux que la commission voulait produire, c'est-à-dire la réduction et non l'augmentation des patentes.

M. Languazano qui l'a fait une proposition qui, suivant lui, aurait pour objet, comme classification, à celle de la sous-commission.

M. Buet propose quatre classes de patentes fixes, savoir :

- 1^{re} Classe. Les commerçants ;
- 2^e Classe. Les artisans, chefs de fabrique ;
- 3^e Classe. Les professions libérales ;
- 4^e Classe. Toutes autres professions.

Tout étant à développer dans ce pays, l'ensemble dit qu'il ne faut pas perdre de vue que dans la fixation de quantum il ne faut égarer personne de l'industrie et du commerce, ainsi que des autres professions. C'est pourquoi il pense que le taux des patentes fixes doit être excessivement bas.

M. le président, après une discussion sur cette proposition, demande à l'assemblée si elle est d'avis...

M. Chauvett interromp M. le président pour lui faire remarquer que par suite du départ de plusieurs membres l'assemblée n'est plus en nombre pour voter.

Une discussion s'engage sur ce point, et M. le président met aux voix la question de savoir si on votera immédiatement.

L'assemblée riposte affirmativement.

M. Chauvett déclare la priorité pour la proposition de la sous-commission au sujet de la division en trois classes des patentes.

M. le président met aux voix la proposition de la sous-commission.

Cette proposition est adoptée.

M. le président consulte l'assemblée sur le point de savoir si elle entend maintenir le mot « consanguine », et si oui, veut-elle le maintenir à la première classe des patentes, ainsi que l'a fait la sous-commission, ou à la seconde classe ?

M. Martin dit que, selon lui, en ne doit pas soumettre à une patente spéciale le commerçant, son armateur, qui aurait eu la consanguine d'un navire, et remet à la suppression de la patente le commerçant.

L'assemblée consulte septième le mot « consanguine ».

M. Buet propose trois autres classes de patentes à ajouter à celles qui viennent d'être adoptées, savoir :

- 1^{re} Classe. Châsses, chefs de fabrique ;
- 2^e Classe. Professions libérales ;
- 3^e Classe. Toutes autres professions.

M. le président met aux voix la proposition de M. Buet, qui est adoptée.

M. le président consulte de nouveau de déterminer le taux de ces patentes.

L'assemblée fixe ainsi les patentes fixes :

- 1^{re} Classe. Négociants, armateurs, navires en gros. 20 fr.
- 2^e Classe. Commerçants sans armateurs, navires en gros et en détail. 10 fr.
- 3^e Classe. Armateurs. 100 fr.
- 4^e Classe. Usiniers, chefs de fabrique. 20 fr.
- 5^e Classe. Professions libérales, médecins, vétérinaires, notaires, etc. 10 fr.
- 6^e Classe. Toutes autres professions sans exceptions. 10 fr.

Sur la fixation, s'il y a lieu, après décision sur le taux et les bases de la patente proportionnelle.

Ordre du jour : Patente proportionnelle.

La séance est levée à 4 h. 1/2.

De tout ce qui précède il a été rédigé le présent procès-verbal, qui a été signé par les membres du bureau présents : L. LANGUAZANO, DE PEYRONNET, DE LESTRAC et VAN DER VEENE.

Pour copie conforme : DE LESTRAC, VAN DER VEENE.

Séance du 23 juillet 1880.

L'an mil huit cent quatre-vingt et le vendredi vingt-trois juillet, à deux heures de relevée, la commission de révision des taxes locales s'est réunie en séance ordinaire au lieu habituel, où étaient présents :

MM. Alger, Bonafant, Cape, Chauvett, Gardin, Gousia, Languazano (L.), de Lestrac, Mabanau, Mousso, Martin, Meuel, de Peyronnet, Pore, Renouvy, Van der Veene.

Absents avec excuse : MM. Arques, Croiset, Lanhières, Pizon, Robin, Boudou, Varent (G.).

Absents sans excuse : Maffioli, Bonnet, Lerzy, Poir, Roux, Vincent (E.). L'un des secrétaires, M. Van der Veene, donne lecture du procès-verbal, qui est adopté sans observations.

M. le président donne lecture de la proposition suivante de M. de Peyronnet :

« Considérant que par suite de la démission donnée par M. Buet, son remplaçant, parce qu'il n'est pas d'accord avec la commission et l'assemblée, il est membre de droit de la commission de révision des taxes locales ;

« Considérant aussi que, entre les éléments faits après de lui pour la faire servir sur un décompte, il y a eu une erreur ;

« Attendu que, de fait, le nombre des membres de la commission a été porté à vingt et un ;

« Attendu, en outre, que lorsque la commission a été réunie les membres présents se trouvaient être vingt et un ;

« Il est donc décidé que les travaux de la commission soient continués et soient le lendemain, à deux heures de relevée, de nouveau à l'ordre du jour de la commission de révision des taxes locales, et qu'elle s'occupe de la proposition de M. de Peyronnet.

« Si cette proposition est acceptée, son auteur pense que les travaux de la commission ne manqueront point d'être sérieux et gagnent en rapidité.

Cette proposition est adoptée par M. Van der Veene.

La commission l'adopte à l'unanimité.

M. le président rappelle qu'en vertu de la discussion à la dernière séance, il a été fixé six classes de patentes.

Il s'agit maintenant de savoir à la commission d'être établie une patente proportionnelle applicable à toutes les classes, et si elle décide en appliquant une particulière à chaque classe.

Il est décidé que d'après la législation métropolitaine la base de cette sorte de patente est la valeur locative, mais la commission décide d'appliquer les taxes, boutiques, magasins, ateliers, bureaux, remises, chantiers et autres locaux servant à l'exercice des professions intellectuelles.

M. Van der Veene veut savoir si la patente proportionnelle s'applique à la maison d'habitation ou si elle s'applique à la maison d'habitation.

M. Languazano lui pense que devant la base ou la maison d'habitation ou la maison d'habitation, il faut distinguer si elle est ou n'est pas une maison d'habitation, pour arriver à ce résultat que semble désirer la commission, il met aux voix la proposition suivante :

« L'habitation personnelle d'un habitant est soumise à la patente proportionnelle.

M. Martin est d'avis que l'habitation personnelle est soumise à la fixation de la patente proportionnelle.

M. Gausin fait observer qu'il ne s'agit que de la patente proportionnelle et non de la fixation de la patente proportionnelle.

M. Van der Veene répond à M. Gausin que le service des contributions tiendra compte de l'importance de ce logement pour l'impôt à la taxe mobilière et de celle de ses magasins pour l'impôt à la patente proportionnelle.

M. Martin fait renvoyer à la commission que le produit de la patente fixe

et de la patente proportionnelle sera bien inférieur à la patente actuelle si l'on ne comprend pas la valeur locative de l'habitation personnelle dans la fixation de la patente proportionnelle.

MM. Languazano fin et de Peyronnet demandent l'application de la loi métropolitaine.

M. le président, pour répondre à ces vœux, propose de mettre aux voix l'article 9 de la loi du 23 avril 1844.

M. Van der Veene demande la priorité pour son amendement, qui a pour but de rajouter dans le texte de l'article 9 les mots : « tant de la maison d'habitation que... ».

M. Martin craint que la répartition de l'impôt ne puisse pas se faire exactement.

M. Van der Veene dit qu'elle sera très facile à faire au contraire.

M. le président met aux voix la proposition de M. Van der Veene, qui est adoptée ; en conséquence, il annonce que l'article 9 de la loi du 23 avril 1844 est adopté sans les modifications proposées.

Puis il demande à la commission si elle pense que chaque classe de patentes doit être frappée d'une proportionnalité différente.

M. Languazano lui propose une quantité différente pour chaque classe.

M. Meuel dit qu'il n'est pas d'accord.

La proposition, mise aux voix, est adoptée.

M. le président met ensuite la proposition de chaque classe aux voix. Pour la 1^{re} classe, celle des négociants et armateurs, M. Languazano propose un dixième de la valeur locative.

Cette proposition est adoptée.

Pour la 2^e classe, celle des artisans, M. Martin propose aussi le dixième ; M. Languazano propose le quinzième.

Cette proposition est adoptée.

Pour la 3^e classe, celle des professions libérales, M. Martin propose le dixième ; M. Languazano propose le quinzième.

Cette proposition est adoptée.

Pour la 4^e classe, celle des usiniers, chefs de fabrique, etc. : M. Martin propose le vingt-cinquième de la valeur locative ; M. Languazano propose le quinzième.

M. Cape le quarantième.

M. Van der Veene le cinquantième.

Cette dernière proposition, mise aux voix comme étant la plus large, est adoptée.

Pour la 5^e classe, celle des professions libérales :

M. Van der Veene propose le dixième de la valeur locative.

La commission adopte.

Pour la 6^e classe, celle des patrons de toutes autres professions non comprises dans les cinq premières classes :

M. Languazano lui propose le quinzième et M. Van der Veene le vingtième de la valeur locative.

Cette dernière proposition est adoptée.

Sur des observations présentées par MM. Meuel et Martin, qui font remarquer que les capitaux et subrogés pourraient faire du commerce à leur bord sans payer aucune patente, M. le président formule la proposition suivante :

« Les capitaines de navires et subrogés qui font du commerce à bord sans payer aucune patente, sont tenus de payer la patente fixe de 20 francs et de payer la taxe de 10 francs de la valeur locative de la maison d'habitation ; le droit de voter sur ces taxes sera réservé à la prochaine séance ; le droit de voter sur ces taxes sera réservé à la prochaine séance.

M. Meuel explique qu'il est nécessaire de ne pas laisser les commerçants de l'épave faire un commerce trop grande aux commerçants établis dans le port. Pour avoir un commerce, les capitaines paieraient au moins 5 fr. 0/0 des marchandises vendues ; le dixième de la valeur locative de la maison d'habitation ; le droit de voter sur ces taxes sera réservé à la prochaine séance ; le droit de voter sur ces taxes sera réservé à la prochaine séance.

M. le président formule la proposition suivante :

« Les capitaines de navires et subrogés qui font du commerce à bord sans payer aucune patente, sont tenus de payer la patente fixe de 20 francs et de payer la taxe de 10 francs de la valeur locative de la maison d'habitation ; le droit de voter sur ces taxes sera réservé à la prochaine séance ; le droit de voter sur ces taxes sera réservé à la prochaine séance.

La proposition de M. le président, mise aux voix, est adoptée.

L'ordre du jour pour la prochaine séance est ainsi fixé :

Continuation de l'impôt des patentes.

La séance est levée à 4 h. 1/2.

De ce qui précède il a été rédigé le présent procès-verbal, qui a été signé par les membres du bureau présents : L. LANGUAZANO, DE PEYRONNET, DE LESTRAC et VAN DER VEENE.

Certifié conforme : DE LESTRAC, VAN DER VEENE.

Situation de la Caisse agricole au 1^{er} août 1880.

	ACTIF.	F.	C.	F.	C.
Conten en magasin. — Achats.	57,273	89			
Id. Id. Avances.	1,917	10			
Avances sur coten égaré.	792	28			
Rembourse.	321	13			
Charges sur le Saint-Martin.	97,862	12			
Id. du Belfort.	188,511	51			
Services locaux.	1,491	60			
Prêts simples.	3,299	58			
Intérêts sur ces prêts.	628	19			
Prêts hypothécaires.	9,801	33			
Intérêts échus sur ces prêts.	328	08			
Immobilier situé rue la Cathédrale.	20,400	00			
Immeuble situé aux environs de l'Annie.	11,193	26			
Terres en possession dans les districts.	24,178	85			
Mobilier, selon l'inventaire.	1,269	00			
Avances à repaier.	130	00			
Déficit sur les avances (à recouvrer).	5,514	83			
Emplacement local, résidu de ses ventes.	1	42			
Frais généraux.	1,311	12			
Avance, le quart sur coten remboursable.	40	00			
M. Languazano (provision en justice).	693	91			
Tant à l'opéra.	1,143	35			
Frais de justice.	10,600	00			
Service français d'assurance.	76,537	12			
Immatriation.	23,175	05			
Caisse — Argent et bons.	7,327	11			
Total de l'actif.	559,915	37	559,914	37	
	PASSIF.				
De pour le coten fourni à crédit.	13,582	08			
Depôts en numéraire.	10,600	00			
Intérêts sur dépôts arrivés au 31 janv. 1880.	338	31			
Bons hypothécaires en circulation.	185,000	00			
Complément des avances.	2,147	41			
Reins et Martin, c. rembourser.	2,074	00			
Id. Id. c. coten fourni.	8,113	60			
Total du passif.	276,460	39	276,460	39	
Balances en faveur de la Caisse agricole.			283,454	98	

Certifié conforme aux écritures : Le Secrétaire trésorier, ADAM KETZKY.

Vu : L'Ordonnateur, Président du Comité directeur, GABRIEL.

(V. SUPPLÉMENT, p. 185-186.)

